

Table des matières

(Les chiffres renvoient aux numéros de page)

Remerciements	VII
Avertissement	IX
Avant-propos	XI
Préface	XIII
Sommaire	XVII
Liste des abréviations	XIX
Introduction	1

Première partie

L'EFFICIENCE SUBSTANTIELLE EN DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

TITRE I. L'EFFICIENCE NORMATIVE EN DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE .. 51

CHAPITRE 1. LA NATURE EFFICIENTE DU DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE .. 53

Section I. La consécration du droit pénal économique sanctionnateur .. 54

I. La faiblesse de la conception déterminatrice de l'infraction pénale .. 54

A. Les insatisfactions institutionnelles générées par la conception déterminatrice .. 55

B. Les perturbations fonctionnelles générées par la conception déterminatrice .. 56

II. La puissance de la conception sanctionnatrice de l'infraction pénale .. 58

A. Les fondements originaux de la conception sanctionnatrice de l'infraction pénale .. 59

B. Les fondements contemporains de la conception sanctionnatrice de l'infraction pénale	61
1. La conception sanctionnatrice de l'infraction pénale dans l'analyse économique du droit	61
2. La conception sanctionnatrice de l'infraction pénale dans la doctrine pénale française	63
Section II. La réalité du droit pénal économique sanctionnateur	68
I. La nature principalement sanctionnatrice du droit pénal économique	69
A. L'incrimination par reflet en droit pénal économique	69
1. L'incrimination par reflet négatif	70
2. L'incrimination par reflet positif	71
B. L'incrimination par renvoi en droit pénal économique	72
1. La technique de l'incrimination par renvoi	72
<i>a) La technique de l'incrimination par renvoi interne</i>	<i>72</i>
<i>b) La technique de l'incrimination par renvoi externe</i>	<i>73</i>
2. Les limites dans la mise en œuvre de l'incrimination par renvoi	76
<i>a) La détérioration de l'élément matériel de l'infraction</i>	<i>76</i>
<i>b) La détérioration de l'élément psychologique de l'infraction</i>	<i>78</i>
II. La nature résiduellement déterminatrice du droit pénal économique	82
A. La nature résiduellement déterminatrice du droit pénal économique dans la loi	83
B. La nature résiduellement déterminatrice du droit pénal économique dans la jurisprudence	85
CHAPITRE 2. LA FINALITÉ EFFICIENTE DU DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE	87
Section I. L'efficience sélective du droit pénal économique	89
I. L'efficience des textes d'incrimination du droit pénal économique	90
A. La finalité directrice du droit pénal économique	91
1. La protection des mécanismes assurant le fonctionnement du marché	91
2. La protection des mécanismes assurant les saines structures du marché	93
B. La finalité protectrice du droit pénal économique	94
1. La justification économique de la protection pénale de la propriété	95
2. La justification économique de la protection pénale de l'éthique des affaires ..	96
II. L'efficience des mécanismes justificatifs en droit pénal économique	97
A. L'efficience des permissions juridiques générales en droit pénal économique	98
1. La place des permissions légales générales en droit pénal économique	99
<i>a) La place de l'état de nécessité dans le droit pénal économique</i>	<i>99</i>
<i>b) La légitime défense en droit pénal économique</i>	<i>100</i>
2. L'efficience des usages justificatifs en droit pénal économique	103

B. L'efficacité des permissions juridiques spéciales conçues pour le droit pénal économique	107
1. Les permissions juridiques spéciales protégeant la situation du marché	107
2. Les permissions juridiques spéciales protégeant un opérateur économique particulier	109
Section II. L'efficacité interprétative du droit pénal économique	113
I. La validation de l'interprétation judiciaire dans le raisonnement économique	114
A. Les justifications théoriques de l'efficacité interprétative	114
B. Les manifestations techniques de l'efficacité interprétative	119
II. La réception du raisonnement économique dans l'interprétation judiciaire	121
A. La méthode d'interprétation de la loi pénale	122
B. La place de l'économie dans l'interprétation téléologique	124
TITRE II. L'EFFICACITÉ PUNITIVE EN DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE	131
CHAPITRE 1. L'EFFICACITÉ PUNITIVE DES ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE	135
Section I. Les privations de liberté d'entreprendre	136
I. La privation de la liberté d'entreprendre des personnes physiques	137
A. La nécessité relative de la privation de liberté d'aller et venir	138
1. La fréquence des peines privatives de liberté d'aller et venir en droit pénal économique.	138
2. Les réserves suscitées par la peine privative de liberté d'aller et venir en droit pénal économique	141
B. La nécessité absolue de la privation de liberté d'entreprendre	143
II. La privation de la liberté d'entreprendre des personnes morales	149
A. La légitimité relative de la dissolution des personnes morales	149
1. La dimension juridique de la dissolution des personnes morales	150
2. La dimension économique de la dissolution des personnes morales	151
B. L'encadrement renforcé de la dissolution des personnes morales	153
1. Le recours limité à la dissolution des personnes morales	153
2. L'exécution contrôlée de la dissolution des personnes morales	155
Section II. Les restrictions à la liberté d'entreprendre	157
I. Les sanctions relatives aux activités financières	157
A. Les sanctions frappant les flux monétaires sortants	158
B. Les sanctions frappant les flux monétaires entrants	161

1. L'interdiction de faire appel public à l'épargne : une improbable protection des épargnants	163
2. L'interdiction de faire appel public à l'épargne : une limitation maladroite des moyens de financement	165
II. Les sanctions relatives aux activités économiques	167
A. Les sanctions relatives à l'exploitation économique	167
1. Le recours modéré à la fermeture d'établissement	168
2. La mise en application incertaine de la fermeture d'établissement	170
B. Les sanctions relatives à l'échange économique	172
1. Les sanctions relatives à l'offre économique	173
a) <i>Les sanctions relatives à la création de l'offre</i>	173
b) <i>Les sanctions relatives à la concrétisation de l'offre</i>	176
2. Les sanctions relatives à la demande économique	178
CHAPITRE 2. L'EFFICIENCE PUNITIVE DES ATTEINTES AU DROIT DE PROPRIÉTÉ	181
Section I. L'efficience du maximum légal de la sanction monétaire	188
I. La détermination du maximum légal chiffré de la sanction monétaire	189
A. L'existence de règles de correspondance alternatives	190
B. Le domaine d'application des règles de correspondance alternatives	193
II. L'efficience du maximum légal proportionnel de la sanction monétaire	195
A. L'efficience du coefficient multiplicateur de la sanction monétaire proportionnelle	198
B. L'efficience de l'assiette de la sanction monétaire proportionnelle	200
Section II. L'efficience du minimum légal de la sanction monétaire	203
I. L'admission réservée du minimum légal de la sanction monétaire	204
A. La confiance constitutionnelle à l'égard du minimum légal de la sanction monétaire	206
B. La défiance législative à l'égard du minimum légal de la sanction monétaire ...	208
II. La construction circonstanciée du minimum légal de la sanction monétaire	210
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	213

Seconde partie
L'EFFICIENCE FORMELLE EN DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

TITRE I. L'EFFICIENCE INSTITUTIONNELLE EN DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE	221
CHAPITRE 1. L'EFFICIENCE DES AUTORITÉS DE RÉGULATION DOTÉES DE PRÉROGATIVES RÉPRESSIVES	223
Section I. L'efficiency de la compétence répressive des autorités de régulation	225
I. La légitimité du pouvoir de répression des autorités de régulation	226
A. La légitimité juridique du pouvoir répressif des autorités de régulation	227
1. Un pouvoir répressif conforme au principe de spécialisation des pouvoirs ...	227
2. Un pouvoir répressif conforme au critère de non-confusion des pouvoirs	229
B. La légitimité économique du pouvoir répressif des autorités de régulation	230
1. L'efficiency de l'éviction du juge pénal dans la fonction punitive	231
2. L'efficiency de la redistribution de la fonction punitive au profit des autorités de régulation	235
II. La légitimité des garanties processuelles devant les autorités de régulation	237
A. Le renforcement de la vertu punitive des autorités de régulation	239
1. La vertu de l'indépendance des autorités de régulation	240
2. La vertu de l'impartialité des autorités de régulation	244
B. Le renforcement des droits défensifs de la personne mise en cause	246
Section II. L'efficiency de la distribution des compétences répressives	249
I. La perversité de l'attribution cumulative du pouvoir répressif	250
A. L'inefficient encadrement du cumul des sanctions pénale et parapénale	251
B. L'inefficiente mise en œuvre du non-cumul des procédures pénale et parapénale	259
II. La nécessité de l'attribution exclusive du pouvoir répressif	261
A. La compétence exclusive dessinée par l'ordonnance du 1 ^{er} décembre 1986	261
B. La compétence exclusive inquiétée par la généralisation de la responsabilité pénale des personnes morales	265
CHAPITRE 2. L'EFFICIENCE DES JURIDICTIONS PÉNALES SPÉCIALISÉES	269
Section I. L'efficiency de la spécialisation institutionnelle de la justice pénale économique et financière	272
I. La spécialisation des organes du procès pénal	274
A. Le mouvement initial de la spécialisation institutionnelle	275
B. Le mouvement subséquent de spécialisation institutionnelle	277

II. La spécialisation des juridictions pénales	282
A. La compétence dérogatoire fondée sur la complexité des faits	282
1. Les critères de la compétence dérogatoire fondée sur la complexité des faits	283
2. La mise en œuvre de la compétence dérogatoire fondée sur la complexité des faits	287
B. La compétence dérogatoire fondée sur la qualification des faits	290
1. Les critères de la compétence dérogatoire fondée sur la qualification des faits	291
2. La mise en œuvre de la compétence dérogatoire fondée sur la qualification des faits	294

Section II. L'efficience de la spécialisation personnelle de la justice pénale économique et financière

297

I. L'avènement d'une magistrature pénale économique	298
A. Les obstacles à la spécialisation personnelle du magistrat répressif économique	299
B. La levée des obstacles à la spécialisation personnelle du magistrat répressif économique	302
II. Le renforcement de la collaboration du spécialiste	308
A. Les multiples interventions du spécialiste dans la justice économique	308
1. L'intervention ponctuelle du spécialiste dans la justice pénale économique ..	309
2. L'intervention latente du spécialiste dans la justice pénale économique	312
B. Les multiples dangers pour la justice pénale économique	315
1. Le risque de rupture de l'équilibre entre les parties	315
2. Le risque de translation de la fonction juridictionnelle	320

TITRE II. L'EFFICIENCE PROCÉDURALE EN DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

325

CHAPITRE 1. L'EFFICIENCE DU DÉCLENCHEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LE PROCÈS PÉNAL ÉCONOMIQUE

329

Section I. L'efficience du déclenchement de l'action publique par les autorités publiques

330

I. L'adaptation du modèle du ministère public en droit pénal économique	331
II. L'évaporation du monopole du ministère public en droit pénal économique	335
A. Le démembrement concurrentiel du déclenchement de l'action publique	336
B. Le démembrement participatif du déclenchement de l'action publique	338

1. Le déclenchement de l'action publique fondé sur l'obligation de signalement des infractions économiques	338
2. Le déclenchement de l'action publique fondé sur l'intervention préalable de l'administration	341
Section II. L'efficacité du déclenchement de l'action publique par les agents privés	343
I. L'efficacité du déclenchement de l'action publique par les personnes pourvues de la qualité de victime	345
A. La justification économique de la participation de la victime aux mécanismes de détection	347
B. La réception juridique de la participation de la victime aux mécanismes de détection	349
II. L'efficacité du déclenchement de l'action publique par des personnes dépourvues de la qualité de victime	355
A. L'efficacité limitée de la détection supportée par les professionnels de l'économie	356
B. L'efficacité de la détection supportée par les groupements privés	359
1. Le fondement efficace de l'action civile des groupements	360
2. Les modalités efficaces de l'action civile des groupements	362
CHAPITRE 2. L'EFFICACITÉ DE L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LE PROCÈS PÉNAL ÉCONOMIQUE	371
Section I. L'efficacité de la recherche probatoire	374
I. L'efficacité limitée de la preuve recherchée par les agents publics	376
A. L'efficacité limitée de la preuve recherchée par les agents publics en procédure pénale	376
1. L'édification jurisprudentielle du concept de loyauté dans la recherche des preuves	377
2. La détérioration législative de la loyauté dans la recherche des preuves	379
B. L'efficacité limitée de la preuve recherchée par les agents publics en procédure parapénale	382
II. L'efficacité économique accrue de la preuve recherchée par les parties privées ...	384
A. L'efficacité implicitement dégagee par le juge pénal	384
B. L'efficacité explicitement dégagee par les autorités de régulation	387
Section II. L'efficacité de la collaboration probatoire	391
I. La nécessité de la collaboration probatoire en droit pénal économique	395
A. Une nécessité assimilée en procédure parapénale	397
B. Une nécessité ignorée en procédure pénale	399

II. Le mécanisme efficient de la collaboration probatoire	404
A. L'encadrement de l'offre dans les mécanismes de collaboration probatoire	405
1. Le critère temporel dans la détermination de l'offre de sanction	406
2. Le critère numérique dans la détermination de l'offre de sanction	409
B. L'encadrement de l'acceptation dans les mécanismes d'incitation probatoire	412
1. La liberté de l'acceptation dans les mécanismes de collaboration probatoire ...	413
2. Le contrôle de l'acceptation dans les mécanismes de collaboration probatoire ...	416
 CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE	 423
 CONCLUSION GÉNÉRALE	 427
 Bibliographie	 433
1. Ouvrages généraux	433
2. Monographies et thèses	442
3. Articles, études et chroniques	450
4. Notes, conclusions, rapports, observations	488
 Index des auteurs	 497
 Index des matières	 501